

entreprises privées ont la possibilité de profiter de ce fonds pour mettre au point de nouveaux produits, à la condition d'appartenir à 30 % à des intérêts singapouriens. Le Technopreneurship Investment Fund a connu énormément de succès : il a suscité l'établissement à Singapour de grandes sociétés internationales d'investissement en capital de risque et a facilité l'obtention de financement pour les entreprises en démarrage dans la région.

Le EDB administre quant à lui plusieurs fonds axés sur la croissance de secteurs technologiques précis de l'économie singapourienne, en particulier les sciences de la vie, dont le fonds Life Sciences Investments (LSI) et le fonds PharmBio Growth Fund Pte Ltd. Le premier a été créé en 1990 à des fins d'investissement dans des entreprises de pointe en sciences de la vie établies surtout à l'extérieur de Singapour, dans le but d'encourager des retombées et de stimuler l'activité économique dans ce pays. Ce fonds a été doté au départ d'un montant de 40 millions de dollars de Singapour qui a été entièrement investi. Un second montant de 70 millions de dollars lui a donc été alloué. Le fonds PharmBio a été créé conjointement par le EDB et le NSTB à la fin de 1997 et doté d'une somme de 100 millions de dollars américains destinés à être investis dans le secteur des sciences de la vie. Son but est de bâtir et de fortifier les capacités de la grappe industrielle dans ce domaine d'activité à Singapour au moyen d'une participation directe en capital dans le cadre de projets de fabrication, de planification stratégique et de services connexes.

INDONÉSIE

Aperçu

En 2001, les exportations en Indonésie ont accusé une baisse de 244 millions de dollars par rapport à l'année précédente, différence essentiellement attribuable à deux facteurs. Le premier est l'échec commercial de la Asia Pulp and Paper, qui a entraîné une diminution des ventes de pâte de bois. Ces dernières sont passées de 339 millions de dollars en 2000 à un maigre 141 millions de dollars en 2001. Le second facteur est la chute des prix qui a touché le secteur des produits de plantation (café et huile de palme) et causé un effondrement de 10 % des ventes d'engrais, dont la valeur est passée de 37 millions à 33 millions de dollars. On prévoit cependant une reprise des ventes dans ce dernier secteur pour la deuxième moitié de l'année 2001. Par ailleurs, les ventes de produits alimentaires transformés ont augmenté de façon substantielle. Les ventes de ces produits, qui totalisaient 1,3 million de dollars en 2000, se chiffrent aujourd'hui à 7,5 millions de dollars. Cet accroissement s'explique par un taux élevé de pénétration du dynamique secteur indonésien de la distribution alimentaire par des

entreprises canadiennes. Les ventes de machinerie et de matériel électrique et de communication ont aussi beaucoup augmenté.

Avec l'appui continu du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, l'Indonésie poursuit son programme de réforme économique structurelle, la vente de ses actifs en difficulté et la privatisation de ses entreprises publiques, mais à un rythme plus lent que prévu. La libéralisation du commerce et de l'activité économique se poursuit, notamment par la décentralisation des pouvoirs gouvernementaux vers les administrations régionales. Le manque de fonds fait toutefois naître des doutes quant à la possibilité d'une transition sans heurts. De plus, l'intervention de la police dans les affaires de l'Indonesia Bank Restructuring Agency (IBRA) soulève de sérieuses questions qui retardent la vente des actifs en difficulté et, du coup, les réformes économiques. À cause de cela, l'Indonésie parvient difficilement à attirer les investissements étrangers. Les préoccupations croissantes quant à la sécurité, tout en rebutant les investisseurs potentiels, compromettent également la possibilité d'une reprise économique harmonieuse.

Accès au marché — résultats obtenus en 2001

- Le Canada a accru sa part du marché du blé.
- L'ambassade du Canada a continué de faire pression sur les autorités douanières indonésiennes pour qu'elles fassent preuve de plus de transparence et qu'elles abolissent un régime de fixation des prix qui désavantage certains produits canadiens.

Accès au marché — priorités du Canada pour 2002

- Continuer à assurer un accès équitable au blé canadien sur le marché indonésien, compte tenu de la concurrence occasionnée par des programmes de financement énergiques des États-Unis et par l'entrée subventionnée par l'Union européenne de blé.
- Veiller à ce que l'Indonésie n'augmente pas ses droits de douane sur le soja et d'autres produits agricoles.
- S'assurer que le régime de fixation des prix de l'Indonésie ne désavantage pas les exportateurs canadiens.
- Suivre les progrès concernant l'intention de l'Indonésie d'instaurer un système d'étiquetage des produits, et prodiguer des conseils opportuns aux exportateurs canadiens.
- Faire pression sur les autorités indonésiennes afin qu'elles permettent aux sociétés d'assurance de bénéficier des mêmes types d'exemptions, selon les nouvelles lois sur la faillite, que celles dont bénéficient les banques indonésiennes.